

Rapport du Secrétaire général

INTRODUCTION

La Conseil mondial de l'Internationale Socialiste que nous tenons les 21-22 juin aux Nations Unies de New York nous rassemble au Siège d'une organisation qui a beaucoup de signification pour notre famille politique. ✓

Il y a un parallèle entre la création, le développement et l'ordre du jour des Nations Unies et ceux de l'IS. Les deux sont des organisations établies dans l'après guerre qui ont maintenu une éthique de travail importante depuis leur création. Les deux organisations ont une approche mondiale dans leurs propositions et avec un inébranlable engagement pour la paix, les droits de l'Homme et la recherche du bien être ainsi que d'un meilleur niveau de vie pour les être humains où qu'ils se trouvent, avec des exigences d'un monde plus juste et plus solidaire. ✓

Pendant des décennies, c'est ici, en cet endroit même, aux Nations Unies, où nous nous retrouvons aujourd'hui, que les sociaux-démocrates, des hommes et des femmes de ce mouvement ou des représentants ou médiateurs de la volonté de nos citoyens ont prononcé une partie importante de notre action et ont écrit l'Histoire.

Nous, sociaux-démocrates, nous nous sommes réunis en cet endroit encore et encore pour lancer et continuer une fois de plus le dialogue pour la paix ; nous nous sommes interrogés sur les armes et avons défini les processus et mécanismes pour rendre notre planète plus sûre ; nous avons dénoncé auprès de la communauté internationale les violations des droits de l'Homme et les restrictions des libertés perpétrées par les régimes dictatoriaux ; nous avons lancé l'appel en faveur d'une économie mondiale avec une meilleure régulation, mettant les individus à l'avant, et plus récemment, nous avons exigé un meilleur respect pour l'environnement en tant qu'engagement indispensable pour l'avenir.

Pour les sociaux-démocrates, cette organisation est un véritable symbole et, en tant que tel, elle occupe une place centrale dans l'identité de notre famille politique. Les Nations Unies nous permettent de toujours rester en contact avec notre héritage et de renforcer nos propositions en tant que mouvement.

Pour l'Internationale, ainsi que pour les Nations Unies, la demande pour des actions communes et multilatérales pour se confronter aux défis les plus importants n'est pas une découverte de dernière minute mais une préoccupation constante de nos actions. Comme cela a été dit à plusieurs reprises, notre mouvement est apparu comme un mouvement ayant pour but de changer le monde et qui n'est pas étranger à ce qu'il s'est produit ailleurs qu'à l'intérieur des frontières nationales de chacun de nos pays. Ces principes restent aujourd'hui inébranlables et se sont seulement renforcés ces derniers temps teintés d'indépendance et de défis surpassant les frontières.

Nous partageons cette caractéristique génétique de l'action mondiale avec les Nations Unies, une organisation de laquelle nous nous sentons extrêmement proches. Chaque fois que nous venons ici, ou à Genève ou encore à Vienne, ou à l'occasion de l'organisation de réunions avec les Nations Unies, nous nous sentons chez nous.

II COMPTE RENDU DES ACTIVITES DU SECRETAIRE GENERAL DEPUIS LE CONSEIL DE ST DOMINGUE

Lors de la conclusion du Conseil de St Domingue auquel nous avons été chaleureusement accueillis par le PRD les 23 à 25 novembre derniers, l'Internationale a indiqué son intention d'être présente lors du COP15 à Copenhague. Notre travail concernant la lutte contre le changement climatique, initié il y a de cela quelques années, et la qualité de la réflexion à ce sujet, qui a inspiré des leaders de notre Internationale, nous ont mené à penser qu'en tant que mouvement nous avions à apporter une contribution significative au Sommet, et que nous ne pouvions pas nous en absenter.

L'Internationale a organisé des échanges et des discussions auxquels un certain nombre de délégués et de ministres et quelques chefs d'Etats et de gouvernement présents à Copenhague ont pris part. Ces activités désignées pour réaffirmer les priorités et perspectives sociales-démocrates sur des thèmes clef à l'ordre du jour de la conférence, incluaient des réunions, des conférences de presse, des discussions avec des représentants de la société civile et d'autres échanges avec de nombreux délégués présents.

Dans une conférence de presse qui a eu lieu au Centre Bella, sur le site du COP15, le 16 décembre sous le titre « D'une économie à forte teneur en carbone à une économie à faible teneur en carbone : une perspective mondiale de la part de leaders progressistes », le Premier Ministre Georges Papandréou, Président de l'Internationale Socialiste ; l'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU au changement climatique et ancien président du Chili, Ricardo Lagos ; le ministre d'Etat belge Elio di Rupo et le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala, ont souligné les conclusions et propositions mises en avant dans le rapport de la Commission IS pour une Société Mondiale Durable et a insisté sur le besoin d'une conférence pour arriver à un accord substantiel sur les questions principales ayant trait aux réductions des émissions par les pays développés, une assistance financière suffisante aux pays en voie de développement et les plus vulnérables, un objectif pour une élévation de la température à un maximum de deux degrés, et un besoin de progresser vers un accord juridiquement contraignant.

Au même endroit pendant la conférence de l'ONU, une réunion a été tenue avec des délégués parmi lesquels un grand nombre de ministres de l'environnement de différentes régions du monde et d'autres ministres, pendant laquelle les membres de l'Internationale ont énoncé leurs opinions sur des débats et négociations qui ont eu lieu à la conférence, ainsi que le résultat attendu.

Se prononçant devant la session plénière de COP15, le Premier ministre Georges Papandréou, après avoir fait part de la vision des choses et des inquiétudes du peuple grec sur les sujets de discussion, il a présenté à l'assemblée les propositions principales de l'Internationale Socialiste concernant le changement climatique.

Dans le contexte de la conférence, de nombreuses autres discussions ont été engagées avec les leaders et membres de l'Internationale, incluant des réunions avec la société civile, parmi lesquels une réunion entre le président et le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste et du directeur de Greenpeace International.

Au cours des derniers mois, j'ai eu l'occasion de suivre le travail de l'Internationale à Copenhague et au sein du cadre de la Commission SMD : En février d'importants membres de notre famille politique ont participé au dixième sommet du développement durable de Delhi à New Delhi où le président de l'IS et moi-même avons aussi tenu des réunions avec le leadership du Congrès national indien, incluant la présidente du parti Sonia Gandhi et les Secrétares généraux Rahul Gandhi et Digvijay Singh, et nous sommes heureux de souhaiter la bienvenue à M. Singh à notre Conseil suite à ces discussions.

Une autre conférence climatique a eu lieu à Moscou en mars dernier, accueillie par le parti membre de l'IS Une Russie Juste, où j'ai une nouvelle fois présenté les priorités de notre mouvement et les conclusions du rapport de notre Commission, incluant les réflexions sur une issue des négociations COP15 et nos objectifs communs dans notre cheminement vers la réunion du COP16 à Cancún. Tout au long de ces derniers mois consacrés entre autres au changement climatique, notre axe de réflexion était tourné vers une vision commune future et la recherche de solutions communes au sein d'un cadre multilatéral, d'importance d'autant plus cruciale au vu de la nécessaire réduction des émissions pour rester dans la limite de l'objectif ne dépassant pas les 2°C.

Les 20 à 21 janvier, une mission de l'Internationale Socialiste s'est rendue au Venezuela pour tenir des réunions, faire des interviews et discuter avec différents acteurs politiques et sociaux nationaux. Les membres de la mission se sont rendus au Venezuela avec ouverture d'esprit, évitant tout jugement a priori sur l'état de la démocratie dans le pays, réaffirmant toutefois les valeurs de l'Internationale et notre définition du socialisme démocratique. Les conclusions de la mission ont été compilées dans un rapport détaillant la pratique gouvernementale d'un cadre législatif usurpé de façon pour Chávez à s'assurer de la perpétuation de sa position au pouvoir, et détaillant le sentiment que le président est perpétuellement à la recherche de nouvelles mesures pour imposer « légalement » sa volonté à l'égard du peuple vénézuélien. Des preuves ont été fournies à la mission sur le contrôle gouvernemental étroit sur la société civile et l'opposition politique, et de grandes inquiétudes ont été exprimées sur les effets que la politique du gouvernement a sur l'économie vénézuélienne et sur la stabilité régionale.

Le travail de l'Internationale au sein d'autres organisations mondiales a longtemps occupé un rôle important de notre travail, et en addition au Sommet COP15 précédemment mentionné, j'ai représenté l'Internationale à bon nombre de conférences, de sommets et de rencontres dans les derniers mois. En février, la conférence progressiste sur la gouvernance mondiale a eu lieu, organisée par le think-tank international Policy Network, sous le titre emplois, industrie et opportunités : les stratégies de la croissance après la crise. Des intervenants de notre mouvement à la conférence incluent le président de l'IS Georges Papandréou, les vice-présidents Gordon Brown, José Luis Rodriguez Zapatero et Mona Sahlin, ainsi que Jens Stoltenberg, Premier ministre de Norvège.

Résultant de nos efforts concluants de recevoir attribué le statut d'observateur au sein de l'Union interparlementaire (UIP), que nous avons reçu l'année dernière, j'ai assisté à la 122^e assemblée UIP à Bangkok des 27 mars au 1^{er} avril qui s'est réunie sous le

thème « Les parlements au cœur de la réconciliation politique et la bonne gouvernance », avant de retourner dans la région Asie-Pacifique plus tard dans l'année pour une réunion du Mouvement pour la démocratie en tant qu'invité de l'Institut National Démocratique (IND), et participant à un panel sur le rôle des Internationales des partis.

La solidarité et les priorités sociales-démocrates

La réunion du Comité de l'IS sur l'Amérique latine et la Caraïbe réunie à Buenos Aires, Argentine les 9-10 avril 2010, a rassemblé plus de 100 participants de 33 partis membres, organisations et invités, axant ses discussions sur quatre thèmes principaux : (i) La solidarité en tant que pilier central de la social-démocratie : les défis actuels humanitaires en Amérique latine et dans la Caraïbe ; (ii) le rôle de l'Etat, des gouvernements et des politiques publiques dans la région pour stimuler l'économie, combattre la pauvreté et réduire les inégalités ; (iii) comment faire progresser les priorités sociales démocrates en matière d'emploi, de santé et de sécurité sociale dans la région ; et (iv) le renforcement des institutions démocratiques et l'approfondissement de la participation citoyenne.

Sous le premier thème, des contributions spéciales ont été faites par les leaders d'Haïti et du Chili, deux pays qui ont été récemment frappés par des tremblements de terre dévastateurs. Une résolution sur Haïti a été adoptée par le Comité affirmant sa solidarité avec le peuple haïtien, appelant à un soutien continu dans la reconstruction des endroits dévastés, et encourage les partis membres de l'IS à Haïti de renforcer leur stratégie d'unité avec d'autres forces politiques démocratiques dans le pays menant à une nouvelle force politique pour un changement réel. Une déclaration sur le Chili a été adoptée dans laquelle la solidarité avec le peuple chilien a été exprimée avec l'appréciation pour les efforts de « *Concertación* ». Une motion de solidarité avec le Brésil a été approuvée suite aux désastres naturels récents dans l'Etat de Rio de Janeiro.

Le Comité s'est aussi mis d'accord sur une déclaration sur la crise financière internationale, une crise qui a ses origines dans les économies du Nord avec de sérieuses répercussions sur l'ensemble de l'économie mondiale, incluant celles d'Amérique latine et de la Caraïbe. Une déclaration sur le Porto Rico a été adoptée réitérant l'appel du Comité en faveur d'un soutien des partis membres de l'IS de la demande unanime du Comité spécial sur la décolonisation de l'ONU pour que l'Assemblée Générale examine le cas du Porto Rico et la déclaration sur les îles Falkland (Malwinas) réaffirmant le soutien pour la position argentine quant à la souveraineté et appelant les gouvernements d'Argentine et du Royaume-Uni à reprendre les négociations de façon à en arriver à une solution juste, pacifique et définitive dans les meilleurs délais concernant la dispute et qui soit conforme aux résolutions et déclarations des Nations Unies et de l'Organisation des Etats Américains en la matière.

Concernant la situation au Venezuela, le Comité a écouté le rapport de la mission à Caracas en janvier qui va être présenté au Conseil, ainsi que les contributions des délégués vénézuéliens. Une déclaration sur le Venezuela a été approuvée par le Comité, exprimant son inquiétude en ce qui concerne les droits de l'homme et des libertés démocratiques dans ce pays, demandant la libération des prisonniers

politiques et le retour des réfugiés, réitérant son appel au dialogue entre l'ensemble des acteurs politiques vénézuéliens.

Le 10 mai je me suis rendu à Washington DC pour participer au 25^e dîner commémoratif où l'invité d'honneur était le leader du MDC (Zimbabwe), Morgan Tsangirai, un événement qui a mené au renforcement de la relation avec le parti démocratique américain. Le dîner a été précédé le même jour par un déjeuner avec la représentation des trois Internationales qui a constitué la reprise des discussions au sein du panel de la réunion organisée par le NDI à Bangkok, accueilli par l'ancienne secrétaire d'Etat Madeleine Albright et l'ancien gouverneur Howard Dean, avec la participation de mes homologues des Internationales libérale et chrétienne démocrate.

Combattre la pauvreté et atteindre les ODM

Suivant le principe approuvé à Vienne au cours de l'année dernière que la réunion suivante devrait avoir lieu en Afrique, le Comité de l'IS sur la Cohésion sociale, la Pauvreté et le VIH/SIDA s'est réuni à Accra, Ghana le 24 mai. Les discussions étaient centrées sur les deux thèmes principaux « Les stratégies pour combattre la pauvreté : le rôle de l'Etat et des politiques publiques et comment transformer les revenus de la production en un réel développement » et « atteindre les Objectifs du Millénaire : le Sommet de Septembre des Nations Unies ».

Deux ans après le début de la récession, les thèmes discutés par le Comité étaient de grande actualité et pertinence, et les participants ont réitéré de nombreuses fois que l'individu devait réémerger du marché qui est devenu dominant. Le marché doit devenir plus éthique et un équilibre doit être trouvé entre le marché et l'Etat de façon à ce que ce dernier puisse répondre aux besoins essentiels de l'individu – l'emploi, l'éducation, des retraites justes et la santé pour en nommer quelques uns.

En ce qui concerne l'Afrique, un continent profondément marqué par les thèmes discutés, l'importance du partenariat entre les bénéficiaires de l'aide qui sont principalement les Africains, et les donateurs de l'aide pour le développement doit être soulignée de façon à améliorer l'assistance en qualité et de trouver une meilleure réponse aux besoins des pays en voie de développement. De même, il a été reconnu qu'au vu du niveau actuel et sous sa forme actuelle, l'aide dont bénéficient de nombreux pays africains est insuffisante.

Les débats tenus ont bénéficié très fortement de la contribution de Mahamadou Issoufou (Président du Parti pour la démocratie et le socialisme au Niger et Vice-président de l'Internationale Socialiste), Ahmed Daddah (président du RFD en Mauritanie), Bruno Amoussou (Président du PSD au Bénin) et Léopold Gnininvi (Secrétaire général du CPDA, Togo). L'IS espère contribuer à une meilleure gouvernance, en particulier en Afrique, à travers ses valeurs et l'application pratique de ses principes, tout en luttant pour la consolidation des partis politiques, le renforcement de la société civile et la garantie des pratiques démocratiques telles que des élections libres et transparentes.

Défendre la démocratie

Le 29 mai, s'est tenue à Tirana, une réunion du Comité pour le Sud-Est de l'Europe axée en particulier sur la résolution de la crise politique actuelle en Albanie. Sous les titres « faire progresser la stabilité, les institutions justes et la coopération régionale », le Comité a discuté des insuffisances démocratiques et de la transparence au cours des élections du 28 juin 2009, qui représentent toujours un frein aux projets de développement économique et à l'intégration de l'Albanie dans l'Union européenne en Albanie.

Les discussions ayant porté sur la coopération régionale, les membres du Comité ont reconnu le besoin pour une collaboration plus forte entre les sociaux-démocrates de la région, et le rôle important que l'IS doit jouer dans la promotion de cette coopération. De nombreux délégués ont exprimé leur désir de voir cela se réaliser à l'aide d'observations électorales de la part des partis membres et de la surveillance de la situation générale dans les pays avoisinants.

Lors de la conclusion de la réunion, une résolution a été adoptée de manière unanime prenant en compte les contributions que les membres du Comité avaient faites pendant la journée. Un appel en faveur d'une enquête concernant les violations électorales a été lancé, reconnaissant que la pleine transparence dans les élections futures était le seul moyen pour s'assurer que la crise actuelle ne puisse se reproduire et pour garantir une stabilité à long terme du système politique albanais.

La gestion des ressources naturelles

Le Comité IS pour la Politique Economique, le Travail et les Ressources Nationales s'est réuni le 4 juin à Moscou pour discuter des questions de développement économique et social en Russie et dans d'autres Etats de la CEI et de l'utilisation effective et efficace des ressources nationales et du travail pendant la crise économique ainsi que pour préparer un projet de résolution pour la réunion du Conseil, qui s'intitule « les défis du développement mondial en 2010 – les dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles.

Les délégués ont réitéré l'importance de la social-démocratie dans la gestion des problèmes économiques majeurs qui restent des sujets d'inquiétude aujourd'hui, et ont reconnu que nous sommes en train de vivre un moment d'affirmation importante de ce que le mouvement social-démocrate et de ce que cette idéologie représente. En matière des ressources naturelles, l'importance d'une utilisation responsable et d'une bonne gestion ; et en matière d'énergie, on a insisté sur le caractère crucial de la stabilité des prix énergétiques pour mettre en place des politiques efficaces pour ce qui est d'une utilisation raisonnable de l'énergie et une gestion plus efficace des ressources énergétiques.

La résolution des conflits

Il y a tout juste dix jours, les 11-12 juin, et pour la première fois depuis l'éclatement du conflit ouvert à Nagorno-Karabakh, des hommes politiques d'Azerbaïdjan et d'Arménie se sont rencontrés à Erevan pour discuter du rôle que la social-démocratie pourrait jouer en apportant une résolution au conflit de longue haleine, à une réunion

du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire. La présence du président adjoint du Parti Social Démocrate d'Azerbaïdjan (SDPA) à Erevan, pour discuter entre autres de Nagorno-Karabakh, était la preuve de la capacité de l'Internationale de rassembler les acteurs aux deux extrémités d'un fossé politique, ayant pour but de mettre fin aux différences de manière pacifique et à travers le dialogue.

Les membres du Comité ont présenté des rapports individuels sur leur situation nationale, décrivant les succès et les sujets d'inquiétude dans la région. La progression de la social-démocratie y a été prometteuse avec des partis sociaux-démocrates en plein essor dans neuf des douze pays de la CEI. Toutefois, le développement et la consolidation de la démocratie, a été loin d'être uniforme dans la région, avec des délégués rapportant sur le manque de transparence électorale et l'insuffisance d'institutions justes, des limitations de l'activité politique et la difficulté de surmonter les connotations négatives que de nombreuses personnes associent encor aux partis socialistes et sociaux-démocrates qui représentent des obstacles à l'accroissement de la force de leurs partis.

Les membres du Comité ont pris la décision d'impliquer activement l'Internationale dans de nombreux de ces cas en matière de développement de la démocratie et en tant que soutien de ses membres, organisant des missions vers le Belarus, la Géorgie et l'Azerbaïdjan pour surveiller le climat politique général et, dans le cas de l'Azerbaïdjan, les élections d'automne. Une décision a également été prise que le Comité devrait tenir des réunions au Belarus et en Azerbaïdjan, avec l'accent mis sur le renforcement du soutien de l'Internationale à tous les partis d'opposition socialistes et sociaux-démocrates pour le premier, et se poursuivant sur un débat productif tenu à Nagorno-Karabakh pour le second. L'idée que la Géorgie pourrait être le lieu de rencontre pour la table ronde sur la paix avec la participation des sociaux-démocrates de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie a aussi été émise, en gardant à l'esprit l'espoir que ce pays pourrait devenir un carrefour de la paix et de la stabilité dans la région.

La nouvelle crise

Avec la réunion du Conseil qui a lieu juste avant le G20, une rencontre importante de la Commission de l'IS sur les Questions Financières mondiales s'est tenue à New York samedi (10 juin), présidée par le Président Georges Papandréou. Les discussions qui ont eu lieu lors de la réunion ont été centrées sur la prochaine phase de la crise financière qui a été engendrée par l'instabilité de la zone euro et les inquiétudes sur la dette souveraine et examiner les raisons des problèmes les plus récents et la réponse qui y est apportée par les sociaux-démocrates.

Les membres de la Commission, unis dans leur soutien pour et solidarité avec Georges Papandréou et les citoyens et le gouvernement de Grèce, ont souligné que ce qui a permis, en une grande mesure, d'empêcher que la crise qui a été déclenchée il y a deux années ne se transforme en un désastre financier encore plus important, était l'intervention étatique, et que dans de nombreux cas il est nécessaire de contracter des dettes publiques contribuant au plan de relance qui permettent à l'économie de reprendre le chemin du rétablissement. Ce rétablissement est à présent sérieusement menacé par les spéculateurs qui génèrent une pression sur la dette publique menant à

un abandon prématuré des mesures mêmes qui devaient aider au rétablissement ainsi que par un comportement irresponsable et non démocratique des agences de notation.

La Commission a aussi discuté des propositions pour un impôt sur les transactions financières, une initiative qui a été discutée au cours de la dernière réunion Conseil européen. Il est estimé que dans la seule Europe, 200 000 millions d'euros pourraient être rassemblés par an si une taxe sur les transactions financières de 0,05% était mise en place, permettant ainsi une croissance de l'infrastructure, de développer l'économie verte et d'aider les économies les plus pauvres en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Il est également estimé que si l'Europe en tant qu'économie la plus large dans le monde devait mettre en place cet impôt cela aurait peut-être un effet d'entraînement sur le reste du monde. Le président de l'IS Georges Papandréou a réitéré que seul à travers une action multilatérale un tel élan pourrait être mis en place avec succès, et que c'est là que le principe social démocratique de coopération doit prévaloir sur les politiques du « cavalier seul » des conservateurs.

J'ai aussi pu maintenir d'excellents rapports avec un grand nombre de nos partis membres, renforçant nos liens communs sociaux-démocrates, en me rendant à des réunions avec les leaders et représentants des partis à de nombreuses occasions aux cours des derniers mois, et j'ai aussi pu participer à des discussions et congrès au nom de notre Internationale. Les congrès auxquels j'ai été présent incluent le Congrès nordique SAMAK au Danemark plus tôt ce mois, le Congrès du PES à Prague en décembre l'an dernier et le Congrès IUSY en mars qui s'est tenu à Stockholm. Suivant le succès électoral de notre parti membre au Costa Rica, j'ai eu le plaisir de pouvoir participer à l'investissement de la nouvelle présidente là-bas, Laura Chinchilla, pour exprimer l'espoir de notre mouvement en son succès, et la reconnaissance des réussites de l'ancien président Oscar Arias.

Depuis le dernier Conseil, la région latino-américain et caraïbe a été frappée par deux désastres naturels avec de sérieuses conséquences pour de nombreux de nos camarades. Suite au tremblement de terre du 13 janvier à Haïti qui a causé la mort tragique d'un grand nombre de personnes, l'IS a exprimé sa solidarité avec le peuple haïtien et avec ses partis membres, l'union des Haïtiens sociaux-démocrates et l'OPL. Dès lors nous avons maintenu des relations proches avec notre vice-président de ce pays, Victor Benoît qui est présent ici aujourd'hui et auquel nous continuons à offrir notre soutien et notre amitié. Ensuite, le 27 février, un tremblement de terre de grande ampleur et un tsunami ont frappé le pays, le Chili, causant ainsi des pertes humaines et matérielles dans les régions centrales et du sud des territoires qui se trouvent sur la côte. J'ai pu rendre visite à nos collègues au Chili dans les semaines suivant les tremblements de terre et transmettre personnellement le soutien de l'Internationale pour les efforts de reconstruction.

Depuis le dernier Conseil, l'Internationale a aussi noté avec grande tristesse le décès de deux figures imposantes de la social-démocratie. Michael Foot, l'ancien leader du Parti Travailliste anglais qui est décédé le 3 mars alors qu'il était âgé de 96 ans, a été un orateur de talent admiré tant par ses amis et collègues que par ses rivaux politiques. L'ancien Premier Ministre Girija Prasad Koirala est décédé le 19 mars à l'âge de 85 ans, après avoir mené une vie dédiée à la pacification et à la démocratisation du Népal. Malheureusement, en raison de l'instabilité actuelle dans ce pays, aucune représentation du Parti du Congrès népalais n'a pu être envoyée ici à la réunion du

Conseil, renforçant le besoin d'une résolution rapide de l'actuelle crise constitutionnelle là-bas, ce qui pourrait être porteur d'espoir pour le futur pour l'avenir du peuple népalais, et qui rendrait en même temps honneur de manière appropriée à l'œuvre de la vie de cet homme.

Notre famille politique a aussi été directement touchée par le tragique crash d'avion de Smolensk qui, ôtant la vie au président polonais, Lech Kaczynski, a aussi coûté celle de trois membres de notre parti membre, l'Alliance des démocrates de gauche (ADG) : le député Jerzy Szmajdzinski, vice-présidente et porte-parole adjoint du parlement polonais, la députée Jolanta Szymanek-Deresz, le vice-président du parti en charge des relations étrangères, et la députée Izabela Jaruga-Nowacka. Ensemble avec notre famille politique toute entière, je suis en pensée avec les amis et la famille de ceux qui nous ont quittés en 2010.

Les projets

J'ai le plaisir d'annoncer que la prochaine réunion du Conseil de l'IS se tiendra en Novembre à Paris, accueilli par le parti Socialiste français. L'Internationale et moi-même serons très occupés pendant la période d'intervalle puisque nous nous efforçons de faire progresser les principes et les valeurs sociaux-démocrates à travers le monde.

Nous allons bien évidemment suivre l'actualité politique avec beaucoup d'intérêt. Même si dernièrement, le travail de nos partis membres n'a pas toujours été récompensé de succès électoraux, nous avons des raisons d'être optimistes concernant les élections qui vont avoir lieu, donnant lieu à de grands espoirs pour la réussite spécialement dans la région nordique.

Un autre Etat dans lequel les développements électoraux sont surveillés méticuleusement est la république de Moldavie où un référendum à l'échelle nationale qui est prévu à l'échelle nationale pour septembre va mener à des élections présidentielles en novembre, sous réserve de succès, avec de grandes chances de porter à la victoire un candidat de notre famille politique. En automne, il y aura également des élections en Azerbaïdjan, où une mission de l'IS sera envoyée conformément à ce qui a été décidé lors d'une réunion récente du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire, comme faisant part de notre engagement de jouer un rôle dans le développement de la démocratie dans cette région.

La prochaine période inter-conseil sera aussi ponctuée de réunions de différents Comités régionaux thématiques avec des réunions supplémentaires du Comité pour l'Amérique latine et la Caraïbe, pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire et sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales qui auront lieu en accord avec les décisions prises à Buenos Aires, à Erevan et à Moscou. Il y a également des réunions prévues dans le cadre du Comité Afrique, dont le lieu n'est pas encore connu et des Comités Asie-Pacifique et Méditerranée qui auront lieu en Malaisie et au Liban respectivement. Le Comité Méditerranée se réunira en avance du Sommet EuroMed reporté, et aura pour but de transmettre un message fort sur les priorités sociales-démocrates dans la région qui auront été étayées lors du Sommet. Des réunions du Comité sur le Désarmement et du Comité sur la Migration sont prévus en Russie et en Italie respectivement.

REMARQUES CONCLUANTES

Ce rapport d'activités de l'Internationale au cours de la période inter-conseil est représentative d'une organisation vibrante, dynamique, agissant en concordance avec les thèmes d'actualité et de manière décisive dans les endroits où la présence et le message de forces progressistes politiques sont requis.

Il n'y a pas de maux qui menacent nos peuples qui ne sont pas des sujets d'inquiétude pour nous, qui ne se trouvent pas à notre ordre du jour, qui ne sont pas intégrés à notre réflexion politique et qui ne s'expriment pas par des propositions concrètes et des actions en tant qu'Internationale.

Aujourd'hui nos priorités coïncident une fois de plus avec celles des Nations Unies. Nous soutenons pleinement les Objectifs du Millénaire qui visent à (1) éradiquer la pauvreté et la faim ; (2) une éducation primaire pour tous ; (3) promouvoir l'équité entre les sexes ; (4) réduire la mortalité infantile ; (5) améliorer la santé maternelle ; (6) combattre le VIH/SIDA, le malaria et d'autres maladies graves ; (7) assurer un développement durable ; et (8) développer un partenariat mondial pour le développement.

Avec notre Présidium nous serons à nouveau ici en septembre cette année répondant à l'appel du Secrétaire général de l'ONU de réunir un Sommet entre le 22 et le 24 septembre pour consolider le progrès et redonner de l'élan aux actions entreprises pour réaliser les Objectifs du Millénaire avant 2015. Ce Sommet arrive à un moment crucial pour l'accomplissement de ces objectifs, comme cela a été étayé lors de la rencontre du Comité de l'IS sur la Cohésion sociale, la Pauvreté et le VIH/SIDA en mai. Au vu de la progression actuelle, alors qu'il est probable que la plupart des Objectifs pour 2015 ne soient pas atteints, nous devons réaffirmer le soutien de notre mouvement pour ces objectifs et la réunion du Présidium sera axée sur la formulation d'un plan social-démocrate à présenter lors du Sommet.

Le deuxième sommet mondial important des prochains six mois sera le Sommet COP16 relatif au changement climatique, qui aura lieu à Cancún fin novembre, peu après notre prochaine réunion de Conseil. Ayant ce Sommet à l'esprit, une réunion de notre Commission pour une Société Mondiale Durable se rassemblera à Mexico avant le prochain Conseil et s'intéressera aux priorités de notre mouvement puisque nous nous devons d'agir après Copenhague en réaffirmant nos priorités avec l'espoir de percer dans la lutte contre un changement climatique dévastateur.

Les défis présentent aussi l'occasion de nous donner une réponse. Nous vivons dans une période où plus que jamais notre propre Internationale a la chance de faire la différence.

Il y a peu, nous avons dû faire face à un processus de la réforme de l'unilatéralisme. Nous connaissons ses conséquences graves en ce qui concerne l'affaiblissement de la gouvernance mondiale. Le blocage et la perte de crédibilité des institutions internationales qui garantissent la paix et le développement tout comme la justice et la solidarité, a eu des conséquences extrêmement graves déclenchant la crise économique et aggravant la crise environnementale à laquelle nous faisons face aujourd'hui.


Dans ces instants nous n'étions pas, et nous n'avons jamais été, passifs ou de simples spectateurs de ces dérives dangereuses. Au contraire, nous les avons dénoncé avec vigueur et nous nous sommes battus contre eux en tant qu'Internationale et en tant que partis politiques, que nous nous trouvions au gouvernement ou dans l'opposition.

Mais ce que j'aimerais souligner, et sur quoi je reviens, est qu'aujourd'hui nous vivons des temps de changements rapides et d'une redéfinition des modèles national, régional et mondial. Notre Internationale n'a pas connu la désorientation d'autres forces politiques pendant cette époque plongée dans la confusion. Fidèles à nos principes, nous sommes créatifs et efficaces dans nos méthodes et clairs dans les objectifs que nous poursuivons. Le multilatéralisme, la régulation, le rôle de l'Etat, le besoin de plus de justice et de solidarité dans nos relations, une logique plaçant les individus au centre de nos propositions et actions, voilà des idées, des réalités qui reviennent et qui – grâce au travail des sociaux-démocrates – vont rester prioritaires.

Dans ce processus de reconstruction l'Internationale est appelée à dessiner l'architecture de ce que nous désirons et à progresser vers la réalisation de nos propositions. Représentant seulement un petit effectif au début, nous avions l'envie de changer le monde. Aujourd'hui nous sommes motivés par la même énergie et la même conviction qu'hier parce que nous avons une vision positive des êtres humains, non pas basée sur l'insécurité et la peur, mais sur la confiance et l'optimisme. Cet optimisme et cette confiance dans notre propre capacité en tant que mouvement de changer le futur. Nous sommes des acteurs significatifs dans de grands débats de notre temps. Dans notre Internationale, le réalisme et le désir sont liés sans paradoxe ni contradiction : les rêves d'aujourd'hui seront les réalités de demain.

Alors que nous réfléchissons sur la dernière période de l'histoire de l'Internationale Socialiste, nous devons une fois de plus nous rendre à l'évidence que notre idéologie détient les réponses aux grandes crises auxquelles nous faisons face aujourd'hui. L'impact des crises financière, climatique et énergétique est vécue le plus intensément par ceux qui sont le moins capables de supporter cet impact, et nous avons la responsabilité en tant que progressistes et sociaux-démocrates de mettre une fois de plus nos principes à l'avant de nos activités. Nous nous trouvons au milieu d'un champ de bataille des idéaux ; nous devons nous imposer face à ceux qui se font les avocats de politiques qui font qu'incombe aux individus la résolution des problèmes créés par les banques, face à ceux qui nient le changement climatique qui nous entraîne plus loin encore dans le désastre climatique et face à ceux dans l'intérêt desquels il faut perpétuer notre dépendance insoutenable aux ressources énergétiques limitées.

Nous avons devant nous un travail stimulant et c'est en surmontant les défis que nous pourrions réussir. Pendant les prochains mois nous devons une fois de plus nous rassembler et axer nos efforts sur la réalisation de nos valeurs et objectifs communs. Récemment nous avons montré une fois de plus ce que nous pouvons réaliser si nous mettons de côté nos différences, lorsque nous avons réuni les membres arméniens et azerbaïdjanais à Erevan.



Aujourd'hui je réitère notre engagement, notre détermination et notre joie qu'il nous reste à défendre les grandes causes de la dignité humaine, de la solidarité entre les individus et les peuples et le respect de notre environnement.